

L'ONU est devenue une chambre de résonance pour le matraquage de propagande anti-israélienne à laquelle les dirigeants arabes ne croient même pas (!)



Par David Bensoussan professeur de sciences à l'Université du Québec à Montréal

Interrogé par la journaliste Barbara Walters du réseau de télévision ABC sur les condamnations de la Syrie pour sa répression sanguinaire des manifestants, le président syrien Bachir Al Assad a froidement répondu :

- ◆ L'ONU n'est pas une institution crédible.
- ◆ Vous y avez pourtant un ambassadeur.
- ◆ L'ONU n'est qu'un jeu auquel nous nous livrons.

L'attitude du président syrien est révélatrice. Pour lui, l'ONU n'est qu'un forum sans valeur intrinsèque. C'est tout au plus une farce à laquelle son pays participe.

En effet, il y a longtemps que l'ONU n'est plus crédible : Les pays de l'ex bloc socialiste y ont voté en bloc durant des décennies. La majorité des pays arabo-musulmans ont fait et continuent de faire de même.

Pour les dictateurs du Moyen-Orient, l'ONU est un exutoire idéal qui a longtemps servi à noircir toujours plus Israël et permis de la sorte de continuer de subjuguier leurs masses. La lutte contre Israël

a longtemps été le ciment qui a servi à combler les fissures de la profonde dissension qui prévaut entre les pays du Moyen Orient.

L'Égypte nassérienne voua une lutte systématique contre le régime saoudien et envahit le Yémen pour y instaurer une république. L'Irak et la Syrie furent des ennemis jurés, chaque pays promouvant sa propre interprétation du socialisme baathiste.

La Syrie et la Jordanie furent sur le point d'entrer en guerre au début des années 70. L'intervention syrienne au Liban eut au départ comme objectif d'y réduire l'influence irakienne et son ingérence musclée dans les affaires libanaises se perpétue encore aujourd'hui. Le Maroc et l'Algérie eurent un conflit frontalier qui dure encore au travers de la problématique du Sahara espagnol.

La Libye s'est engagée dans de multiples alliances et s'est brouillée avec pratiquement tous les pays arabes. L'Iran chiite a un contentieux séculaire avec l'islam sunnite et essaie de brandir la lutte contre Israël pour étendre son influence au Moyen-Orient, cherchant par tous les moyens à déstabiliser la région en surarmant la Syrie, le Hezbollah au Liban et le Hamas à Gaza.

Et l'ONU dans tout cela ? Ce faisant, ils imposent un langage péjoratif qui est repris dans les médias occidentaux lorsqu'ils veulent relater la réalité onusienne, quand bien même ce langage n'est qu'une distorsion grossière et sans nuance de la vérité.

Le printemps arabe a eu un caractère endogène et ce fut la première fois que les masses arabes n'accusèrent pas Israël de tous les maux de la terre. Il n'en demeure pas moins qu'il subsiste une inquiétude à l'effet que la nouvelle présence des partis islamistes au pouvoir ne les incite à opter pour les mêmes schèmes de propagande des dictateurs évincés.

Le discours et le ton de la Turquie

dirigée par un parti islamiste dit « modéré » sont un signe préoccupant, compte non tenu du fait que des dizaines de journalistes y sont emprisonnés. Si les pays arabes ne se défont pas de l'aride politique d'accusation d'Israël savamment entretenue depuis les années cinquante et des initiatives de boycottage économique et culturel, les conditions de confiance nécessaires

pour faire des concessions réciproques en voie de l'obtention d'une paix durable ne se matérialiseront pas.

Pourtant, le temps est venu pour un printemps arabe des politiciens du Moyen-Orient. Se concrétisera-t-il ?

Les sanctions canadiennes contre l'Iran risquent de pénaliser le Québec

Le Québec risque de perdre des millions de dollars d'investissements avec les dernières sanctions canadiennes contre l'Iran bloquant l'arrivée des immigrants les plus convoités, les investisseurs, a-t-on appris mardi auprès de juristes spécialistes de cette procédure.

Un règlement canadien entré en vigueur le 22 novembre, dans le contexte des sanctions internationales répondant au programme nucléaire de Téhéran, interdit en effet de "fournir tout service financier à l'Iran ou à toute personne qui s'y trouve".

Il y a des exemptions à cette règle, mais en fait elle interdit aux candidats à l'immigration de transférer leurs fonds vers le Canada, car elle les empêche d'y ouvrir un compte bancaire, a indiqué à l'AFP un avocat montréalais, expert de ce genre de dossiers, Me Vincent Valaï.

Les Iraniens sont, après les Chinois, le deuxième groupe le plus nombreux d'immigrants-investisseurs. Selon les statistiques de la seule province francophone du Québec, ils y ont déposé 1659 dossiers en 2010, contre 5999 pour les ressortissants chinois.

Or, a expliqué à l'AFP un autre avocat, Me Eiman Sadegh, travaillant

pour la branche fiduciaire du groupe Industrielle Alliance, chaque immigrant entrepreneur apporte un capital permettant de faire, avec un emprunt bancaire, un investissement total de 800.000 dollars sur 5 ans, dans le cadre d'un programme encadré par le gouvernement.

Le 22 décembre, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) du Québec a annoncé qu'il n'allait plus accepter de dossiers des immigrants-investisseurs potentiels en attendant que les autorités fédérales précisent leur position, a précisé Me Sadegh. De leur côté, des banques ont indiqué qu'elles n'ouvriraient pas de comptes pour les immigrants iraniens et donc ne leur offriraient plus de crédits.

"Il y a beaucoup d'inquiétude dans la communauté iranienne", constate Me Sadegh, qui est aussi président de l'Association des juristes persans du Québec.

Selon lui, le nouveau règlement risque de frapper aussi les sociétés canadiennes faisant de l'export-import avec l'Iran et les familles iraniennes dont les enfants font leurs études au Canada et qui n'ont aucun lien avec le régime de Téhéran.

28-12-2011

Source : les Echos

Consultez nos archives (depuis juillet 2003) sur notre site WEB:

www.maghreb-canada.ca

Pour toute autre information, appelez-nous au 514-576-9067 ou envoyez-nous un courriel à : info@maghreb-canada.ca